FNEC FP FO 24
ACADÉMIE DE BORDEAUX

DECLARATION DE LA FNEC-FP-FO
CTSD de la Dordogne
du 3 FEVRIER 2022

Madame La Directrice Académique des Services De l'Education Nationale,
Mesdames & Messieurs les membres du Comité Technique Spécial Départemental.

Il s'agit du premier CTSD de l'année 2022, et le premier sous votre présidence Madame La Directrice. Malheureusement pour nous, les CTSD se suivent et se ressemblent, chaque année, à cette même époque de l'année : ils sont marqués par la dotation de notre département de moyens insuffisants. Alors que les conditions sanitaires ont contraint les élèves à une scolarité plus que chaotique pendant deux ans, alors que les personnels se sont mobilisés à plusieurs reprises pour dénoncer les conditions de travail, on nous annonce que les moyens pour enseigner décemment à nos élèves ne nous seront toujours pas donnés à la rentrée prochaine. La « norme » de 28 élèves en 6ème, de 30 en collèges et de 35 en lycées est toujours appliquée cette année. Alors que les enseignants sur le terrain, exténués par la succession des contre-réformes qui allient programmes impossibles à faire et réduction des heures de cours, demandent chaque année à pouvoir exercer correctement leur métier, le Ministère raisonne en logique comptable : réduire les coûts à tout prix, le fameux « quoi qu'il en coûte » ne s'applique pas à l'Education Nationale.

En collèges, même si la DGH globale s'accroît de 99h, de nombreux enseignants nous font remonter l'explosion des effectifs par division. Les heures complémentaires accordées par division ne permettent pas d'assurer des dédoublements dans de nombreuses disciplines, et certaines options ou langues doivent être financées par la marge des établissements, mettant bien entendu en concurrence les différentes disciplines. En lycées, le mensonge relatif à la réforme du baccalauréat se poursuit encore cette année. L'ouverture massive des spécialités au sein des lycées, laissant prétendre le libre - choix des élèves, est, elle aussi, basée sur un jeu de dupes. En effet seules trois spécialités par niveau de premières et deux par niveau de terminales sont financées. Cela contraint les établissements à financer les autres offres de formation sur leurs marges, au prix d'une diminution des dédoublements, d'une diminution des options proposées et surtout de nombreuses tensions au sein des équipes au nom de la fameuse autonomie des établissements. Là encore, alors que les personnels sur le terrain, au plus près des élèves parlent d'offre culturelle, de formation, le Ministère par le biais de vos services répond rentabilité, comme si le service public d'Education était une dépense comme les autres. Pendant ce temps, les inégalités entre les élèves s'accroissent tout comme le chiffre d'affaires des entreprises comme Acadomia. Pour en revenir à l'ordre du jour, dans le document de présentation il est annoncé l'abondement en septembre de 57,5h pour les ULIS, cette dotation nous semble non seulement tardive mais aussi insuffisante pour répondre aux besoins spécifiques de ces élèves. Nous demandons toujours à ce que les effectifs des ULIS soient intégrés aux effectifs des classes de collèges, afin d'éviter les situations ubuesques où la salle étant trop petite (car la norme est de de 30 élèves par division) les élèves d'ULIS et leur AESH ne peuvent pas assister aux cours !

Un autre exemple de moyens insuffisants celui consacré à l'EMC. Cet enseignement érigé dans les médias en priorité nationale, pour défendre la liberté d'expression et développer l'esprit critique doit se faire, lui aussi, à moindre coût. Depuis la réforme du lycée, l'enseignement est noté et compte dans le contrôle continu. Dans le référentiel des programmes, il est exigé d'organiser des débats. Or les classes sont à 35 élèves, les dédoublements éventuels sont pris sur la marge, donc la plupart du temps ils n'existent pas. Et là, dans votre document de présentation il est dit qu'éventuellement 28,5h seraient données pour accompagner des projets précis. Là encore, on se moque du monde. Le BO est clair sur les modalités de cet enseignement et les enseignants devraient « justifier » leurs séances pour obtenir les moyens de travailler normalement ! Les collègues sont usés et en ont vraiment marre de devoir sans cesse mendier des heures pour exercer leur mission d'enseignement.

Concernant les lycées professionnels, nous souhaitons vous alerter sur la 3ème prépa métier. Cette classe qui doit être une chance pour certains élèves en difficultés au collège, se voit être regroupée avec des élèves de différents collèges. Celle classe devient alors une classe exclusivement composée d'élèves en grandes difficultés. Nous savons que le savoir pédagogique des PLP n'est plus à démontrer selon les propos de M. le Ministre, mais nous devons attirer votre attention sur les disciplines de l'enseignement général (Français, Math etc.) qui se retrouvent en grandes difficultés étant menées en classes entières. Nous souhaiterions qu'elles disposent d'une marge comme c'est le cas pour les collèges afin de travailler en effectifs réduits.

Pour les Bac Pro (familles de métiers) alors que nous avons subi depuis bientôt deux ans les contraintes sanitaires liée à la Covid (confinement, demi jauges, annulation de forum, portes ouvertes...), il est facile de pointer du doigt la baisse des effectifs, lorsqu'on organise soi- même les problèmes de recrutement, entre autres par l'orientation d'élèves fragiles en LGT et qui reviennent l'année suivante en première professionnelle par le biais de passerelles. Une baisse amplifiée par le siphonnage opéré par les CFA et la mixité des publics dans nos EPLE, mais cela est un autre sujet...

Dans les médias, sont constamment évoquées les problématiques d'un département rural : baisse démographique, problématique de santé publique (absence de médecins généraux, de spécialistes, etc), mais le manque de professionnels dans ces départements concerne aussi les métiers de l'artisanat.

Cela fait 10 ans que nous le disons, on a dévalué et dégradé l'image des métiers manuels. Nous manquons d'artisans, d'électriciens, de plombiers, des corps de métiers dans le bâtiment, des métiers dans l'industrie. La construction de bâtiments prend du retard car les entreprises ne trouvent pas de main-d'œuvre. Les dépannages en électricité, plomberie, chauffagiste ont des délais de plusieurs semaines voire plusieurs mois et nous ne parlerons pas des facturations pour des travaux en urgence qui pèsent sur les ménages. Alors, nous avons un réel rôle, comment faire comprendre à nos jeunes que tout le monde ne peut pas devenir ingénieur, médecin etc ? Comment faire comprendre à nos jeunes que l'on peut très bien gagner sa vie en travaillant dans des métiers dit "manuels". Cela permettrait à des familles de s'installer dans nos zones rurales, en augmentant la population dans nos villages pour recréer de la vie, recréer des places au sein de nos écoles, de nos collèges, de nos lycées.

Pour cela Madame la DASEN, vous avez le pouvoir de valoriser l'orientation en lycées professionnels et de donner à ces derniers les moyens pour fonctionner. Pour cela il faut recréer un véritable parcours avenir en lien avec les métiers et valoriser l'orientation vers l'enseignement professionnel, enseignement plus coûteux en nombre d'heures que l'enseignement général, mais source d'une voie d'excellence aussi pour certains de nos élèves.

Alors permettez-nous, Madame la DASEN, de vous demander de faire remonter au Ministre via Madame La Rectrice, l'absolue nécessité de créer des postes et d'augmenter les rémunérations ! Nous vous demandons donc, pour tous les établissements de la Dordogne, de revenir, sur la répartition uniquement comptable entre heures postes et HSA, afin de réduire considérablement le pourcentage d'heures supplémentaires. De plus, nous rappelons à nos collègues que les 2HSA imposables ou comme dirait M. le Ministre « non refusables », le sont en comptant les pondérations en lycée ou BTS.

LA FNEC FP FO continue de revendiquer :

- La création de postes pour toutes les catégories de personnels.
- L'augmentation significative des salaires et pensions.
- Le retour à un bac national, avec des épreuves terminales anonymes, terminales et nationales.
- Un vrai statut d'AESH.

Cela suffit de maltraiter les personnels, il est temps que notre institution nous fasse « confiance » et reconnaisse enfin, par des actes, notre travail ! Il est urgent de donner les moyens pour que l'Éducation nationale et ses personnels puissent remplir correctement leurs missions. Il est urgent de mettre un terme aux réformes destructrices que ce soit dans l'Education nationale ou plus largement à toutes ces contre-réformes qui détruisent notre modèle social.

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO
Béatrice SARNAC, Frédéric ALSER.